Austérité et intersectionnalité féministe

Jane Stinson, 2025

L'austérité est souvent décrite comme le fait pour les gouvernements de se serrer la ceinture ou de faire plus avec moins. Ce principe est ancré dans le modèle néolibéral de libre marché qui cherche à limiter les dépenses publiques et le rôle de l'État en faveur de la liberté individuelle de choisir d'acheter des biens sur le marché privé.[1]

> *L'austérité est un choix politique explicite qui, en fin de compte, fait payer aux pauvres – en particulier aux femmes et aux autres groupes marginalisés – le prix de l'ajustement économique, alors que les riches n'en supportent que des coûts négligeables.*
>
> – **Dana Abed et Fatimah Kelleher** (p. 10).

L'austérité n'est pas un phénomène nouveau. La limitation ou la réduction des dépenses publiques est encouragée et pratiquée depuis plus de trente ans au Canada, sous différentes appellations. La nécessité de réduire le déficit budgétaire ou la dette de l'État est souvent à l'origine de ces mesures. Globalement, 85% de la population mondiale devrait être soumise à des mesures d'austérité d'une manière ou d'une autre en 2023[2] compte tenu des exigences de prêt de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Aux États-Unis, le président Trump et Elon Musk déclenchent un programme d'austérité sans précédent en procédant à des coupes sombres dans un large éventail d'agences publiques, de programmes, de services, de réglementations et d'emplois. L'austérité sévit également au Canada.

[1] Kelpin 2025.
[2] Abed et Kelleher 10.

L’austérité peut comporter plusieurs éléments:

- **Réduire ou limiter les dépenses publiques,** par exemple dans les domaines suivants: santé, éducation et programmes sociaux, transports publics, infrastructures, logement, marchés publics, technologies de l’information et de la communication, sécurité alimentaire.[3] Un financement inadéquat réduit la qualité et l’équité de l’accès aux services publics [4] et augmente le soutien du public à la suppression de ces services.
- **Privatiser et déréglementer** les services publics afin de réduire le rôle du secteur public et d’accroître l’« allocation et la distribution des services sur la base du marché ».[5]
- **Cibler le personnel du secteur public** par des congédiements, l’intensification du travail,[6] la réduction des salaires et l’imposition de limites aux augmentations salariales, l’intervention dans les grèves et l’imposition de l’arbitrage,[7] les atteintes à la santé mentale et au bien-être du personnel[8] et des attaques contre la diversité, l’équité et l’inclusion (DEI) et les politiques similaires qui soutiennent l’embauche et l’avancement des groupes historiquement marginalisés et désavantagés.
- **« Flexibilisation » du travail,** comme l’affaiblissement ou l’élimination des protections pour toute la main-d’œuvre (salaire minimum, protection contre le licenciement, liberté d’association, syndicalisation et négociation collective), créant ainsi une plus grande précarité économique et augmentant le risque de violence sur le lieu de travail.[9]
- **Décentraliser la prestation de services gouvernementaux** vers d’autres paliers de gouvernement avec un financement inadéquat, une capacité de prestation réduite, une mauvaise planification et des salaires plus bas.[10]
- **Réduire les financements publics,** tels que les transferts gouvernementaux aux provinces et aux territoires pour la santé et les programmes sociaux, ainsi que des financements provinciaux pour l’éducation, les hôpitaux, les soins de longue durée, etc.

---

[3] Cullen et Murphy 83, Stienstra 161, Whiteside 25.
[4] Baines. [Blogpost, pas de numéro de page]
[5] Whiteside 25.
[6] Baines. [Blogpost, pas de numéro de page]
[7] Evans et Fanelli 102-110.
[8] Brophy et al. 193-4.
[9] Abed et Kelleher 23.
[10] Conrad 245.

- **Le transfert d'impôts,** comme des **réductions d'impôts** pour les entreprises (incitation à s'installer dans une province ou une communauté spécifique, par exemple) et les riches (impôt sur les plus-values), et des **impôts plus régressifs**[11] (par exemple la taxe sur les ventes qui représente une part plus importante du revenu pour les personnes à faible revenu).
- **Frais d'utilisation** constamment ajoutés et augmentés,[12] ce qui a un impact plus important sur les communautés à faibles revenus et marginalisées.
- **Refuser et réduire** les prestations en restreignant l'admissibilité aux programmes sociaux et en désindexant les prestations fournies. Notamment, la modification des conditions d'admissibilité aux programmes dont les femmes dépendent principalement, tels que l'aide sociale,[13] ou des prestations qui privent les personnes en situation de handicap des soins et des soutiens dont elles ont besoin pour vivre.[14] Ou refuser les services de santé publique aux travailleurs migrants.

Intersectionnalité féministe et austérité

L'austérité touche de manière disproportionnée la plupart des femmes. Certaines plus que d'autres, en fonction de leur classe sociale, leur race, leur statut autochtone, leurs capacités, leur orientation sexuelle et d'autres facteurs. L'austérité réduit la capacité de nombreuses femmes à gagner un salaire normal en supprimant de bons emplois dans le secteur public. Indirectement, elle accroît le fardeau déjà élevé des femmes en matière de soins non rémunérés, ce qui oblige plusieurs à réduire ou à mettre un terme à leur travail rémunéré, diminuant ainsi leurs revenus et augmentant l'incertitude. Les femmes en quête d'équité et leurs communautés sont les plus durement touchées par l'austérité parce qu'elle réduit les possibilités d'emploi du secteur public qui offrent de bonnes conditions de travail et de bons droits. En outre, elles ont souvent peu d'options lorsque les services publics sont réduits ou supprimés, car les groupes en quête d'équité sont surreprésentés dans les emplois moins bien rémunérés, non syndiqués et précaires du secteur privé et sont plus susceptibles de connaître des taux de pauvreté élevés.[15]

[11] Whiteside 42.
[12] Whiteside 25.
[13] Stienstra 161.
[14] Stienstra 164.
[15] Karim et Sánchez 8, 13.

L'austérité touche directement les emplois et les services concernant les femmes lorsque des coupes sont effectuées dans les maisons d'hébergement, l'aide juridique, la garde d'enfants, les soins de santé, l'éducation, les services sociaux, les programmes d'aide au revenu, les transports en commun et les services destinés aux femmes.[16] En outre, les femmes dépendent plus que les hommes de la protection sociale sous forme de prestations pour l'éducation des enfants,[17] ainsi que de soutiens à l'invalidité et d'aide au revenu.[18]

L'**austérité accroît la charge de travail non rémunéré des femmes** lorsque les programmes sociaux sont réduits, car elle les contraint de combler les lacunes des services gouvernementaux par leur travail de soins non rémunéré en tant qu'« amortisseurs »[19] et « filets de sécurité de dernier recours pour soutenir leurs familles et leur structure sociale ».[20] Les coupes dans les services de garde d'enfants, de soins de santé et d'aide aux personnes handicapées en sont la preuve la plus évidente, car la responsabilité est alors transférée à la maison. L'austérité réduit le temps que les femmes peuvent consacrer à un emploi rémunéré, à une activité politique ou aux loisirs.[21]

L'austérité accentue la pression sur la **santé des femmes** marginalisées. Pour preuve, l'espérance de vie des femmes dans les communautés les plus défavorisées d'Angleterre a diminué au cours des dix années d'austérité.[22]

L'austérité a été associée pour les femmes à **une plus grande inégalité des revenus et à des taux de pauvreté plus élevés,**[23] à une augmentation du **chômage** et à une plus grande **précarité**.[24] Les femmes à revenus moyens et faibles ont davantage de difficultés à joindre les deux bouts lorsque les prix augmentent et que les revenus des ménages diminuent,[25] car elles sont « les principales acheteuses d'articles ménagers et de produits

---

[16] Gender & Development Network 2, Baker et al. 34.
[17] Abed et Kelleher 20.
[18] Stienstra 160.
[19] Abed et Kelleher 22.
[20] AWID 3.
[21] Gender & Development Network 1.
[22] Abed et Kelleher 16, citant M. Marmot, J. Allen, T. Boyce, P. Goldblatt et J. Morrison. (2022). Health Equity in England. The Marmot Review 10 Years On. Institute of Health Equity. https://www.health.org.uk/publications/reports/the-marmot-review-10-years-on
[23] Abed et Kelleher 12.
[24] Abed et Kelleher 23.
[25] Gender & Development Network 1-2.

alimentaires en particulier ».[26] L'aggravation des inégalités est également due au coût des services publics privatisés qui réduisent les revenus déjà faibles, alors que les personnes disposant de revenus plus élevés peuvent payer pour des services privés. Certains des groupes de femmes les plus marginalisées risquent de s'enfoncer encore plus dans la pauvreté à cause des mesures d'austérité. Par exemple, entre 2018 et 2024, les bénéficiaires de l'aide sociale ont perdu 16% de la valeur de leurs prestations déjà insuffisantes en Ontario, et 7% en Alberta et au Manitoba.[27]

Pourquoi l'austérité ?

> *« …l'austérité consiste en fin de compte à décharger les coûts, à déplacer les responsabilités; il s'agit de faire payer à d'autres le prix de la réduction des dépenses. Ces « autres » sont souvent des communautés marginalisées*. » [28]

Les politiques macroéconomiques de libre marché et néolibérales justifient la restriction du rôle de l'État. L'élimination des déficits du secteur public et la limitation des dépenses publiques sont censées « renforcer la confiance des investisseurs, réduire les coûts d'emprunt, stimuler la croissance du secteur privé et faire baisser le chômage ».[29] L'austérité offre davantage de possibilités au marché (entreprises privées) en réduisant et en privatisant les programmes publics.

Au fil du temps, les politiques d'austérité peuvent modifier de manière significative la relation de la population avec le gouvernement. Par la « promotion de l'individualisme et la poursuite de l'intérêt personnel par le biais d'une orientation vers le libre marché »,[30] les gens cherchent des solutions individuelles plutôt que de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils améliorent les services publics. Le transfert aux personnes en situation de handicap de la responsabilité de trouver, financer et gérer leurs propres soins en est un exemple.[31]

Les politiques d'austérité déplacent les coûts, les risques et les responsabilités de la collectivité (public, gouvernement, agence d'État) vers les individus. L'impact est très inégal. La classe moyenne blanche peut être en mesure de satisfaire ses besoins par l'offre

[26] Abed et Kelleher 20.
[27] Catney.
[28] van Doorn 49.
[29] Whiteside 27.
[30] Conrad 245.
[31] Stienstra 159.

du marché,[32] tandis que les femmes à faible revenu et d'autres groupes méritant l'équité assument un coût disproportionné ou sont privés d'accès.

L'austérité est soutenue par les gouvernements et les élites qui priorisent la réduction du déficit, le remboursement de la dette, les réductions d'impôts et une faible inflation tout en réduisant les dépenses publiques,[33] poursuivant ainsi un désir de longue date de réduire l'État-providence et de mettre l'accent sur les marchés privés et la richesse individuelle en tant que moteurs de croissance.[34] Cette approche, façonnée par le capitalisme, le patriarcat et le racisme, renforce les inégalités en limitant la capacité des gouvernements à fournir des services publics universels.

> *« L'austérité n'est pas seulement une politique sexospécifique ; c'est aussi un processus sexospécifique dans sa « quotidienneté », c'est-à-dire la façon* ***dont elle imprègne la vie quotidienne des femmes*** *(revenus, responsabilités en matière de soins, capacité à accéder à des services aussi essentiels que la santé, l'eau et les transports, et sécurité générale, et liberté face à la violence physique à la maison, au travail et dans la rue). »*
>
> – **Dana Abed et Fatimah Kelleher** (p. 5).

L'austérité ne fait que renforcer les relations de pouvoir inégales dans notre société.

Ce qu'il faut faire

Nous devons remettre en question les raisonnements qui justifient l'austérité gouvernementale. Elle renforce le marché privé qui repose sur des inégalités fondées sur la classe, le genre, la race et les aptitudes, et sur des croyances patriarcales qui ne valorisent pas le travail de soins, à la maison et dans la communauté. Pourquoi l'équilibre budgétaire et la réduction des services publics devraient-ils primer sur les dépenses consacrées aux programmes dont la population a besoin ? Pourquoi les emplois gouvernementaux décents qui offrent la sécurité et l'équité en matière d'emploi aux Autochtones, aux femmes, aux personnes racisées et en situation de handicap devraient-ils être supprimés au profit d'emplois précaires, moins bien rémunérés, dans le secteur

[32] van Doorn 50.
[33] Gender & Development Network 2.
[34] Abed & Kelleher 11.

privé ? Pourquoi les réglementations gouvernementales qui assurent notre sécurité devraient-elles être éliminées ?

Les gouvernements doivent percevoir des revenus suffisants pour augmenter les investissements dans les programmes publics, en particulier dans les services de soins. Cela devrait se faire par le biais d'un système fiscal progressif (axé sur le revenu), de l'impôt sur les sociétés et d'entreprises publiques qui peuvent générer des revenus que les gouvernements peuvent utiliser pour fournir de meilleurs services. Une banque postale nationale est un exemple d'entreprise publique qui existe dans d'autres pays. Elle étend la couverture bancaire aux petites communautés rurales et éloignées et accorde des prêts aux personnes à faible revenu plus facilement que les banques privées canadiennes.[35] Il existe actuellement une proposition visant à nationaliser les entrepôts qu'Amazon a fermés au Québec, après que le personnel ait formé un syndicat, et à remplacer Amazon par le service postal national.[36]

Investir dans les services publics pour réduire le travail de soins non rémunéré des femmes permettrait d'améliorer les soins pour tous les membres de la société et les emplois dans les services de soins.[37] Cette mesure profiterait à de nombreuses femmes racisées au Canada qui occupent actuellement des emplois précaires et mal rémunérés en tant que personnel soignant dans les soins de longue durée et les soins à domicile, par exemple.[38] Des investissements publics supplémentaires dans les infrastructures sociales telles que les services de garde d'enfants aideraient toutes les femmes à trouver un emploi plus sûr et remédieraient à la sous-évaluation du travail de garde d'enfants. Les investissements publics dans les infrastructures physiques, telles que les trottoirs et les entrées de bâtiments, amélioreraient la mobilité et l'accès des femmes en situation de handicap et des parents avec des poussettes. L'investissement public dans le logement abordable contribuerait à sortir de la pauvreté les femmes historiquement marginalisées et défavorisées.

L'austérité nuit à l'égalité en réduisant les dépenses consacrées aux programmes et services publics dont dépendent de nombreuses femmes et d'autres groupes en quête d'équité (soins de santé, garde d'enfants, écoles, programmes récréatifs et communautaires, transports en commun et autres), les programmes publics de soutien aux revenus (aide sociale, invalidité et autres pensions) et les emplois du secteur public.

[35] Anderson
[36] Milton
[37] Gender & Development Network 5.
[38] Syed

Les femmes appartenant à des groupes historiquement défavorisés et marginalisés (autochtones, noires, racisées, en situation de handicap, 2ELGBTQI) sont les plus touchées, car elles ont généralement des revenus plus faibles et moins de possibilités d'acheter des services privés pour compenser les coupes budgétaires.

Remerciements

CRIAW-ICREF reconnaît sa présence et son travail sur les territoires autochtones. Nous reconnaissons respectueusement l'héritage de la colonisation sur les peuples autochtones.

Auteure : Jane Stinson

Date : 2025

Éditrice : Institut canadien de recherches sur les femmes (CRIAW-ICREF)
250 City Centre Avenue, Suite 807 Ottawa, ON K1R K67

Citation suggérée : Stinson, J. (2025). Austérité et intersectionnalité féministe. Ottawa: CRIAW-ICREF.

ISBN : 978-1-77483-057-4

Réviseuses : Mélissa Alig, Olivia Atsin, Miriam Edelson, Tammy Findlay et Jackie Neapole.

Ce rapport a été mis en page par Ashley Gaujean et traduit par Michele Briand.

Cette ressource fait partie d'une série éducative sur les « Principaux points d'ancrage des mouvements antiféministes régressifs au Canada ». Consultez la série complète sur notre site web : https://www.criaw-icref.ca/fr/publications/

Cette ressource a été élaborée grâce au financement du projet *Renforcer la solidarité intersectionnelle féministe pour l'action* de Femmes et Égalité des genres Canada.

Women and Gender Equality Canada | Femmes et Égalité des genres Canada | Canada

Références

Abed, Dana et Kelleher, Fatimah. Circa 2023. The Assault of Austerity: How prevailing economic policy choices are a form of gender-based violence. Oxfam International.

Anderson, John. 2013. Why Canada Needs Postal Banking. Canadian Centre for Policy Alternatives. https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/attachments/Why_Canada_Needs_PostalBanking.pdf

AWID. 2013. AWID think piece on fiscal policy, women's rights and gender equality, Consultation on fiscal policy, poverty, and human rights, 16-17 Sep, Genève, 3. https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/Fiscal%20Policy%20and%20Human%20Rights_AWID_FINAL.pdf

Bains, Donna. 2021. The Crises in Long Term Care Work: Neoliberalism, Austerity, and the Chance to Rebuild Post-Pandemic. Blog post. School of Social Work, University of British Columbia.

Baker, Sarah, Denis, Ann et Stinson, Jane. N.d. (circa 2016). Women and Changing Public Services in Ottawa. Canadian Research Institute for the Advancement of Women. https://www.criaw-icref.ca/wp-content/uploads/2021/04/Women-and-Changing-Public-Services-in-Ottawa.pdf

Brophy, James T., Keith, Margaret M., Hurley, Michael et Slatin, Craig. 2024. Running on Empty: Ontario Hospital Workers' Mental Health and Well-Being Deteriorating Under Austerity-Driven System. *NEW SOLUTIONS: A Journal of Environmental and Occupational Health Policy*, Vol. 34(3) 182–197.

Catney, Ryan. 2024. The cost-of-living crisis for social-assistance recipients. Policy Options Politiques. IRPP. https://policyoptions.irpp.org/magazines/april-2024/cost-of-living-social-assistance/

Conrad, Patricia. 2023. Austerity in the Garden Province of Prince Edward Island. 9ième chapitre dans Evans et Fanelli. From Consent to Coercion: The continuing assault on labour. University of Toronto Press.

Cullen, Pauline et Murphy, Mary P. 2017. Gendered Mobilizations against Austerity in Ireland. *Gender, Work and Organization* Vol. 24 No. 1 janvier 2017. doi:10.1111/gwao.12154

Disability Rights UK. N. d. Further austerity will cause more avoidable deaths of Disabled people, warns DPOs coalition https://www.disabilityrightsuk.org/news/further-austerity-will-cause-more-avoidable-deaths-disabled-people-warns-dpos-coalition?srsltid=AfmBOoraN9OxA4CvCY_5wmHCn0ZPbcr87xxaqQ3-7sQWsLwmlBozrTdr

Evans, Bryan M., Fanelli, Carlo (éds.) 2018. The public sector in an age of austerity: perspectives from Canada's provinces and territories. McGill-Queen's University Press.

Gender and Development Network. 2018. Submission to the Independent Expert on foreign debt and human rights on the links and the impact of economic reforms and austerity measures on women's human rights.

Karim, Alia et Sánchez, Julia. 2024. The Colour of Privatization: A CUPE report on the impacts of privatized and for-profit services on Indigenous, Black and Racialized Workers and Communities. Canadian Union of Public Employees. https://cupe.ca/orders/colour-privatization-cupe-report-impacts-privatized-and-profit-services-indigenous-black-and

Kelpin, Ryan. 2025 "Pierre Poilievre Wants Radical Austerity for Canada". The Jacobin. https://jacobin.com/2025/02/poilievre-friedman-neoliberalism-canada-converatives

Milton, John. 2025. How Quebec and Canada can make Amazon pay for union-busting. Canadian Centre for Policy Alternatives. https://www.policyalternatives.ca/news-research/how-quebec-and-canada-can-make-amazon-pay-for-union-busting/

Syed, Iffath Unissa. 2020. Racism, racialization, and health equity in Canadian residential long term care: A case study in Toronto. *Social Science & Medicine*, Volume 265, https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2020.113524.

Stienstra, Deborah. 2017. DisAbling Women and Girls in Austere Times. *Atlantis*. 38.1. www.msvu.ca/atlantis.

van Doorn, Niels. 2021. Stepping Stone or Dead End? The Ambiguities of Platform-Mediated Domestic Work under Conditions of Austerity. Comparative Landscapes of

Austerity and the Gig Economy: New York and Berlin. 3ième chapitre dans Donna Baines et Ian Cunningham (éds.) *Working in the Context of Austerity: Challenges and Struggles*. Bristol University Press.

Whiteside, Jennifer. 2018. BC's Recurrent austerity. Pp. 23 – 47 dans Evans, Bryan M.; Fanelli, Carlo (éds.) *The public sector in an age of austerity: perspectives from Canada's provinces and territories*. McGill-Queen's University Press.

Women's Budget Group. 2018. Disabled Women and Austerity: Briefing from the UK Women's Budget Group on the impact of austerity on disabled women. https://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2018/10/Disabled-women-October-2018-w-cover-2.pdf